



INTERNATIONAL

Entretien avec Royner Toledo Montero Jeune communiste cubain p. 4

INTERNATIONAL

Ian Brossat candidat aux élections européennes p. 6



JOURNAL DU MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

AVANT-GARDE

TORNADE JEUNE POUR LE CLIMAT

p. 8 et 9



CULTURE

Au cinéma, les femmes peignent à prendre l'affiche p. 13



SPORT

Football : coupe du monde des luttes féministes p. 14

CHENGE

TON
STYLE

laboutiquerouge.fr

BR
LA BOUTIQUE
ROUGE

S'HABILLER EN REVENDIQUANT.



Camille Lainé

Secrétaire générale du Mouvement Jeunes communistes de France

Le printemps sera chaud !

La fin de l'hiver était déjà chaude, chaud de mobilisation grâce aux manifs gigantesques partout dans le monde sur le climat. Depuis des semaines, des milliers de jeunes se mobilisent partout dans le monde sur cette thématique. On est effectivement dans une urgence climatique. Énormément de jeunes se sentent concerné·e·s et c'est bien normal, depuis des années, la situation se détériore et nous récupérons une planète de plus en plus mal en point.

Le 19 mars a été une grosse journée, une belle réussite avec des milliers de jeunes mobilisés en France. Il y avait des lycéen·ne·s, des étudiant·e·s mais aussi des beaucoup plus jeunes, collégiens ou collégiennes ! Aucun doute cette question mobilise largement les jeunes.

Évidemment, les Jeunes Communistes, les écolos cocos, étaient fortement présent·e·s dans les cortèges parce que l'écologie fait partie intégrante de notre engagement communiste. Red is the new green !

Mais dire ça, ce ne sont pas juste des mots, pour être écologiste il ne suffit pas de repeindre tout en vert, comme le font nos gouvernements successifs depuis des années. Les petites mesurette par-ci par-là, la culpabilisation individuelle des consommateurs et consommatrices n'a aucun sens. Pour véritablement sauver le climat, il faut changer le système. C'est ce que nous portons en tant que communistes.

Aujourd'hui c'est bien le capitalisme qui détruit la nature, qui l'exploite à son profit et ravage la planète.

Alors aucun doute il nous faut dépasser le capitalisme.

C'est ce que nous portons dans cette mobilisation et contrairement à ce que pense le gouvernement, toutes et tous les jeunes ont beaucoup de choses à dire et des mots d'ordre très politiques.

De manière générale, le climat est à la mobilisation, à la fin de l'année dernière le mouvement des gilets jaunes s'est lancé, avec des gens de tous les horizons qui se mobilisent et ça continue encore aujourd'hui, nous avons eu même des manifs communes gilets jaunes et syndicats et bien sûr toutes les manifs sur le climat !

Mais face à toute cette contestation, le gouvernement reste sourd et préfère lever la matraque que tendre l'oreille. Face aux mobilisations la seule réponse de l'exécutif c'est la répression.

Nous avons même eu droit à des déclarations ahurissantes de Bruno Leray, gouverneur militaire de Paris, qui a expliqué que les soldats pourront même aller jusqu'à ouvrir le feu sur les manifestants dans les manifs de gilets jaunes « *si leurs vies sont menacées ou celles de ceux qu'ils défendent* ». Déclarations complètement folles qui rappellent de bien sombres périodes de l'histoire.

Mais encore une fois, s'il y a bien des responsables à la situation dans laquelle nous sommes ce sont bien eux, celles et ceux qui nous gouvernent ! Rester sourd aux revendications et utiliser la force ne fera pas taire le peuple !

Aucun doute que les mois qui viennent seront eux aussi riches en mobilisation, on ne lâchera rien et évidemment les Jeunes Communistes seront de toutes les luttes ! ●

BON DE SOUSCRIPTION

TU SOUHAITES NOUS AIDER ?

NOM PRÉNOM

EMAIL

ADRESSE POSTALE

JE SOUHAITE FAIRE UN DON (CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN)

20€ 30€ 50€ AUTRE :

À RENVOYER À AVANT-GARDE 2 PLACE DU COLONEL FABIEN 75019 PARIS

www.lavantgarde.fr •  lavantgarde.fr •  @Journal_AG

Avant-Garde journal du Mouvement Jeunes communistes de France • Édité par l'association Paul Langevin, 6, av. Mathurin-Moreau - 75019 Paris
Représentant légal : **Jean-Noël Aqua** • Directeur de publication : **Cyril Thomas** • Rédacteur en chef : **Adrien Héлары** • Direction artistique : **Frédo Coyère**
Imprimerie : **Public Imprim** : 12 rue Pierre Timbaud 69637 Vénissieux • Dépôt légal : **AVRIL-MAI-JUIN 2019** • N° 40

JOURNAL GRATUIT • ISSN : 1252-5014

CUBA

Entretien avec Royner Toledo Montero, jeune communiste cubain

Royner Toledo Montero est membre du conseil national de l'Union des jeunes communistes de Cuba, il était invité en France par le Mouvement des jeunes communistes de France dans le cadre de la préparation de l'envoi d'une délégation de jeunes communistes français à Cuba. Nous avons pu nous entretenir avec lui pour échanger sur le processus révolutionnaire cubain et la jeunesse cubaine.

© Soixante ans après la victoire de 1959, où en est la Révolution cubaine aujourd'hui ? Quelles sont les raisons de sa longévité ?

Soixante ans après, Cuba continue à être un pays socialiste démocratique, où prime la légalité socialiste et le respect des lois : où tout citoyen bénéficie de ses droits et de la liberté d'expression ; où les inégalités entre femmes ou les discriminations raciales font partie du passé ; où toutes et tous ont le droit d'aller gratuitement à l'école ou à l'hôpital, d'exercer la profession de leur choix.

Les jeunes de Cuba, qu'ils soient membres de l'UJC ou non, se considèrent comme communistes, socialistes et ont une participation active dans la vie sociale.

Cette longévité est due au fait que l'État cubain stimule les organisations sociales et de masse, qui proviennent d'un long processus historique et regroupent les grands secteurs de la population et les incorpore dans les tâches d'édification, consolidation et défense de la société. C'est pourquoi Cuba avance dans un processus de perfectionnement institutionnel et d'approfondissement du contrôle citoyen comme fondement de notre société, afin d'atteindre un développement durable et de justice sociale. C'est le peuple qui décide, qui prend possession des lois ; pas l'État en tant que tel. Notre système est réellement autonome. Il est fondé sur une riche histoire de luttes pour l'égalité et la solidarité, à laquelle il faut ajouter les questions d'indépendance et de souveraineté, de lutte contre les discriminations raciales. Tout cela s'obtient par l'unité, qui est notre maître-mot.

La guerre de Dix ans, en 1868, a échoué à obtenir l'indépendance pour une seule raison : le manque d'unité. Nombreux étaient ceux qui voulaient



commander. L'indépendance véritable a été obtenue en 1959 car nous avons un leader : Fidel Castro, ainsi que toute la « *génération du Centenaire* », des jeunes comme nous : Julio Antonio Mella, Rubén Martínez Villena, Che Guevara, Camilo Cienfuegos. Tous portaient les idées du maître José Martí, ainsi que celles de Marx et Lénine. Quand la révolution triomphe, Fidel commence à apporter une réponse aux six problèmes fondamentaux de Cuba à l'époque : le chômage, le logement, la santé, l'éducation, l'électrification et les transports. Débute alors un processus où c'est le peuple qui assume la responsabilité de transformation, qu'il considère donc comme lui appartenant et qu'il protège jusqu'à aujourd'hui.

Aujourd'hui, c'est le peuple qui dirige, la jeunesse y compris. Encadré par des organisations bien sûr, mais c'est

lui qui dirige et a permis 60 ans de révolution.

© Il y a pourtant eu des moments difficiles...

En 1991, avec l'effondrement de l'URSS, l'aide soviétique disparaît. Ce fut un grand retour en arrière, nous ramenant au sous-développement. Des mesures ont alors été prises pour assurer en priorité l'alimentation du peuple. Ce sont les jeunes qui assument cette tâche, en créant des contingents pour la production agricole.

En 1995 débute un processus de batailles d'idées pour répondre à la situation et environ 150 programmes de la Révolution sont créés sur un temps court, pour s'attaquer à des problèmes spécifiques dans des domaines tels que le travail, la culture, les universités ou les transports. Par exemple, pour répondre au problème

des transports et de leur impact sur les études supérieures, des antennes des universités ont été ouvertes dans les municipalités. Sur le plan culturel, des groupes de musique locaux ont été formés et les brigades d'instructeurs José Martí, ont amené la culture dans les écoles, sur les lieux de travail ou dans les zones les plus éloignées. Sur le plan de l'innovation, les Brigades techniques de jeunesse ont eu pour but de créer et renforcer nos propres moyens de subsistance. Ces dernières existent toujours, d'autres ont disparu une fois le problème résolu. C'est le cas de la Tarea Alvaro Reynoso, qui permettait aux travailleurs des usines de canne à sucre fermées de bénéficier de se former tout en étant payés par l'État. Les mouvements de jeunesse se renforcent donc à cette époque. C'est cette implication qui explique le maintien de la Révolution.

Le 24, la nouvelle Constitution a été votée, remplaçant celle de 1976. Quel a été le rôle de la jeunesse dans son élaboration ?

Les jeunes ont joué un rôle actif dans ce processus, comme le peuple tout entier. Pendant un an entier, les discussions ont été menées dans tout le pays, où chacun a pu exprimer librement son opinion, ses amendements.

Les jeunes d'aujourd'hui sont différents de ceux de 1976 ou de ceux de la génération historique. Il y a eu de nombreux développements et changements depuis, notamment technologiques. Mais ils restent attachés aux idées socialistes. Les jeunes ont ainsi beaucoup soutenu

n'ont pas vécu la période spéciale, n'ont pas connu la Révolution de Fidel en tant que telle. La stratégie est donc de leur changer la pensée. Le défi est que réussir que ces jeunes, qui sont étudiants et pas encore militants, restent attachés à nos conceptions socialistes et révolutionnaires. Car le consumérisme peut nous affecter grandement.

Concernant les marques, elles restent plus accessibles à celles et ceux qui peuvent voyager à l'étranger. Il y a quelques années, il était courant de voir des vêtements avec le drapeau des États-Unis. Nous avons étudié ce problème et y avons répondu idéologiquement, en produisant localement des vêtements et accessoires avec le drapeau cubain.



et attrayant offrir aux jeunes. Nous avons créé des pages et des comptes qu'ils peuvent suivre. Nous répondons aux attaques en discutant, en menant un affrontement idéologique, pas personnel, sans agressivité. La FEEM (Fédération des étudiants de l'enseignement secondaire) joue un grand rôle dans ce domaine, car ce sont surtout des jeunes de cette catégorie d'âge qui sont concernés. Nous disposons également de l'Université des sciences informatiques (UCI), qui produit des logiciels et des équipements et qui bénéficie de l'actualisation du modèle pour s'améliorer.

Il faut parler aux jeunes du contexte national et international. Nous leur expliquons ce qui arriverait à Cuba si les États-Unis arrivaient à leurs fins au Venezuela. Nous sommes un pays sous blocus et le Venezuela nous a beaucoup aidés. C'était aussi le cas du Brésil, mais Bolsonaro a récemment expulsé nos médecins, ou leur a demandé de désertir. Certains l'ont fait, mais ils rentrent maintenant à Cuba car leur qualification n'était pas reconnue. Le chant des sirènes s'est dissipé.

Il y a quelques changements positifs.

Le Mexique nous demande une aide médicale. Les médecins cubains en missions de solidarité sont souvent jeunes. Ils n'exercent pas dans les grands hôpitaux mais dans les zones les plus reculées des pays où ils exercent.

Le blocus perdure et freine notre développement économique. Les négociations commerciales doivent passer par des pays tiers, car les États-Unis peuvent sanctionner les gouvernements et entreprises qui voudraient négocier avec nous. C'est ce qui se passe avec le Venezuela. Nous avons de très bonnes relations avec la Chine, qui est aussi un pays socialiste, d'où nous importons beaucoup de biens et équipements. Il serait plus simple de commercer avec des pays latino-américains, mais les restrictions des États-Unis nous en empêchent.

C'est pourquoi l'UJC mène un travail approfondi dans les écoles, de personne à personne, avec les étudiants mais aussi avec les professeurs, qui font partie de la nouvelle génération. Car la jeunesse est très large : elle comprend les enfants, les adolescents et les jeunes, tous les secteurs de la société. Il est donc facile pour l'UJC, en tant qu'organisation, de nous adresser à eux et de mener un travail politique et idéologique.



la diversité de genre, discuté du changement climatique et de comment préserver la nature et les animaux. Leur opinion a été écoutée et respectée.

L'actualisation du modèle économique, actée dans le nouveau texte, est dirigée vers les jeunes, pour répondre à leurs besoins. C'est pour cela que les jeunes ont désormais accès à des choses dont nous ne disposions pas pendant la période spéciale. C'est le cas d'internet, qui se développe rapidement à Cuba, pour leur permettre de se connecter au monde.

Désormais, on voit beaucoup moins de drapeaux états-uniens.

Le développement d'internet pose question : qu'y voient les jeunes ? La contre-révolution peut passer par là. L'UCI [NdIR : université de science informatique de La Havane] a mené une étude sur le sujet, pour déterminer quel contenu à la fois supérieur

Quels défis se posent aujourd'hui à la jeunesse cubaine ?

Le principal défi est lié aux agressions des États-Unis contre Cuba, c'est celui des réseaux sociaux et du consumérisme qui se développe. Les États-Unis ont presque totalement écarté l'option d'une attaque militaire contre Cuba. Ils se concentrent donc sur la jeunesse. Les jeunes d'aujourd'hui



Un message pour les jeunes de France ?

Mon message est qu'il faut être uni. C'est l'unité qui permettra d'atteindre vos objectifs. Si nous voulons le socialisme, il nous faut être ensemble, pas dispersé. Comme le disait José Martí, "il nous faut avancer en formation serrée, comme les fils d'argent au cœur des Andes". Il faut défendre la cause socialiste, car seul le socialisme permettra d'en finir avec les inégalités. ●

Cyril Benoît

ENTRETIEN AVEC IAN BROSSAT, CANDIDAT AUX EUROPÉENNES

« Est-il possible de rompre avec

Ian Brossat conduit la liste du parti communiste français pour les élections européennes du 26 mai prochain. Avec son slogan « L'Europe des gens, pas l'Europe de l'argent », l'élu parisien de 39 ans veut faire entendre la voix des employés et des ouvriers pour sortir des traités austéritaires.

☞ Qu'est ce qui vous a poussé à accepter de conduire la liste du PCF aux élections européennes ?

C'est pour moi un grand honneur d'avoir été proposé pour conduire la liste du PCF. Notre parti est dans une phase nouvelle. Nous voulons revenir dans le paysage politique national. Nous concourons à une élection nationale sous notre propre étiquette pour la première fois depuis 12 ans... Et nous voulons en finir avec l'invisibilité médiatique dans laquelle nous avons été confinés pendant trop longtemps. C'est autant de raisons qui m'ont particulièrement motivé pour relever le défi des élections européennes, défi difficile mais exaltant.

☞ Vous défendez une liste singulière, composée à 50 % d'employés et d'ouvriers, pourquoi ce parti pris ?

Ça ne devrait pas être une singularité mais la norme ! Notre liste est la seule à représenter les hommes et les femmes qui sont ouvriers ou employés à la hauteur de ce qu'ils représentent dans la population active, c'est-à-dire la moitié. Comment peut-on accepter que ce ne soit pas le cas dans les autres listes ? Et après on s'étonne que les hommes et les femmes des couches populaires ne se sentent pas défendus par le monde politique.

Certains dirigeants politiques sont même stupéfaits de découvrir la co-

lère populaire qu'ils ne soupçonnaient même pas avant le mouvement des gilets jaunes... Nous, nous sommes convaincus que l'un des enjeux principaux de la lutte politique, c'est justement de permettre la juste représentation des milieux populaires qu'on a voulu exclure et invisibiliser.

☞ L'Union européenne est souvent sous le feu des critiques, vous ne proposez pas d'en sortir mais appelez à rompre avec ses traités, qu'entendez-vous par là ?

Est-il possible de sortir de l'Union européenne ? Le Brexit, qui est une sortie « de droite », sans rupture aucune avec l'ordre capitaliste, nous montre

que c'est d'une complexité inouïe. Du reste, quand l'Union Européenne et l'euro n'existaient pas, les politiques menées par la classe dirigeante française étaient les mêmes que celles d'aujourd'hui : maximiser le profit des détenteurs de capitaux au détriment des salariés. Il serait faux de prétendre qu'un retour aux frontières nationales rendrait plus facile une politique de rupture avec le système actuel, ou permettrait d'avancer sur les problèmes globaux qui se posent à nous : domination de la finance et des multinationales, réchauffement climatique, crise de l'accueil des migrants...

En revanche, est-il possible de rompre avec les logiques des traités ?



les logiques des traités ? Oui »

Oui, nous l'observons même déjà. Deux exemples. Macron, acculé par la mobilisation des gilets jaunes, a dérogé à la règle des 3 % en déplaçant 10 milliards. C'est une maigre concession, mais il prétendait encore la veille que c'était impossible... Le gouvernement portugais, soutenu par les communistes, n'a pas tenu compte des revendications de Bruxelles et a rompu avec le cadre libéral et austéritaire antérieur : augmentation du salaire minimum, des aides sociales, rétablissement de jours fériés supprimés... Voilà comment nous voulons transformer l'Europe.

Le poids de la France permettra de bousculer les rapports de force actuels. De nouvelles alliances sont possibles avec les peuples qui rejettent l'austérité. C'est ce que nous appelons l'Europe « à géométrie choisie ».

🗳️ Quel projet européen portez-vous ?

Celui d'une Europe de peuples et de nations libres, souverains et associés, tournée vers le développement social et écologique. Le projet communiste est celui d'une rupture avec l'Union actuelle et d'une refondation de ses objectifs, de ses missions et de ses institutions. Autrement dit, une Europe de l'Humain d'abord et non plus de la finance. Nous voulons démocratiser les institutions européennes : placer la Banque Centrale Européenne sous contrôle démocratique, donner la primauté aux instances élues, faire respecter des choix souverains des peuples, renforcer les pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, et réviser de la procédure d'initiative citoyenne européenne.

🗳️ Les enjeux environnementaux occupent une place importante dans le débat public avec un constat consensuel mais des solutions conflictuelles, que portez-vous dans cette élection ?

Il y a quand même une arnaque extraordinaire dans le camp de la Macronie : ils jouent les écologistes en recrutant des personnalités comme Cohn-Bendit ou Pascal Canfin, mais ils soutiennent de toutes leurs forces les traités de libre-échange adoptés par les États-membres année après année et qui sont de véritables bombes incendiaires pour la planète et le climat. *Make our planet great again*, mais en multipliant les gaz à effet de serre pour complaire aux capitalistes... Comment se fait-il que cette escroquerie soit si peu dénoncée ? Pour notre part, nous voulons élaborer au niveau européen une stratégie de développement et une stratégie industrielle écologiquement soutenable, par exemple en misant tout sur le ferroviaire. Nous voulons instaurer un service public de la rénovation énergétique – la mauvaise isolation des bâtiments est l'une des principales causes d'émission de gaz à effet de serre – en territorialisant les objectifs, pays par pays, région par région. Nous voulons réformer la politique agricole commune en alliant l'impératif d'un travail rémunérateur et celui d'une agriculture paysanne libérée de la pression du rendement à tout prix et du recours aux pesticides.

🗳️ Que répondez-vous à Emmanuel Macron qui voit dans les élections européennes un affrontement entre « nationalistes » et « progressistes » ?

Tout a été dit sur cette tarte à la crème. Mais force est de constater que beaucoup de grands médias reprennent à leur compte ce « *storytelling* » taillé sur mesure par Macron et ses amis. Les libéraux nourrissent l'extrême droite, c'est un phénomène qu'on observe partout

et qui ne connaît aucune exception. Et aujourd'hui, ceux qui ont échoué et ont servi de marchepied au Front National prétendent faire barrage de leur corps ? La vérité c'est qu'il n'y a pas d'opposition réelle entre les libéraux et les nationalistes, mais plutôt un jeu de dupe où les premiers se servent des seconds comme épouvantail et réciprocement. Dans les faits, Macron accepte les volontés des gouvernements d'extrême droite comme l'Italie en refusant tout accueil des migrants. Et ces gouvernements populistes appliquent rigoureusement la même politique économique que les prétendus progressistes libéraux : baisses d'impôts pour les plus riches et le secteur financier, précarisation et exploitation accrue des salariés.

🗳️ L'abstention est généralement forte, particulièrement chez les plus jeunes, quel message adresseriez-vous aux jeunes pour qu'ils votent pour vous ?

Beaucoup de gens ont l'impression qu'il n'y a pas de réel enjeu avec l'élection européenne, en particulier chez les jeunes. Ce que j'essaie de montrer, c'est que notre vie de tous les jours est impactée par les décisions prises à Bruxelles. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé une liste d'hommes et de femmes du monde du travail : ils ont maille à partir jour après jour avec cette Europe de l'argent, ils savent bien qu'on ne parle pas de débats stratosphériques mais d'enjeux très concrets, qui touchent au logement, aux transports, au travail... Il y a des jeunes qui sont engagés sur notre liste, je pense à Lucie Martin, syndicaliste étudiante à Grenoble et qui sera sans doute la candidate la plus jeune de ces élections. Si de nombreux jeunes s'engagent autour de nous, c'est parce qu'ils savent que préparer l'avenir, c'est tourner le dos à ce modèle libéral qui ne fait plus rêver personne, et enfin bâtir une Europe des gens. ●



GRÈVE SCOLAIRE POUR LE CLIMAT

Les jeunes se mobilisent

Une mobilisation internationale de grande ampleur

La date du 15 mars est née de l'appel lancé par une jeune suédoise Greta Thunberg depuis la COP24 en Pologne. La jeune femme s'est fait connaître en pratiquant une grève scolaire tous les vendredis pour brandir une pancarte devant le parlement suédois. L'appel largement relayé sur les réseaux sociaux mais également par les médias a connu un succès important à travers un grand nombre de pays.



En France, la plupart des villes ont vu plusieurs milliers de lycéens quitter leurs lycées pour battre le pavé. Les foules nombreuses, joyeuses et très jeunes ont défilé dans le calme et su produire des slogans particulièrement originaux sur de très nombreuses pancartes. La désorganisation et l'inexpérience parfois constatées étaient

très souvent rattrapées par un volontarisme à toute épreuve. Les revendications portées dans les cortèges étaient toutefois nettement moins naïves que les slogans provocateurs laissaient suggérer.

Les jeunes de France et d'ailleurs ont fait une démonstration ce vendredi d'une maturité politique qui trop souvent leur est niée. La conscience aiguë de l'urgence d'une véritable lutte contre le réchauffement climatique pousse ces jeunes mobilisés à un discours nettement plus radical que celui des gouvernants. Loin de la réaction émotionnelle décrite parfois avec condescendance par nombre d'observateurs, les jeunes ont mis en lumière le 15 mars l'impératif besoin de dépasser le capitalisme pour lutter contre le réchauffement climatique.



DES JEUNES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

En Suède, Allemagne, Belgique, Australie et aux États-Unis ce sont des jeunes femmes qui mènent la lutte contre le réchauffement climatique. La plus connue est sans nul doute Greta Thunberg, âgée de 16 ans elle a acquis une renommée mondiale en lançant son appel pour le 15 mars lors de la COP24. Elle s'était fait connaître en manifestant tous les vendredis devant le parlement suédois. En Allemagne, elle s'appelle Luisa Neubauer, 22 ans. Elle a remporté plusieurs concours d'éloquence et a choisi de mettre cette dernière à profit pour appeler à manifester pour le climat. En Belgique elles sont deux, Anuna De Wever et Kyra Gantois, 17 et 19 ans. Elles sont à l'origine des manifestations qui ont lieu tous les jeudis en Belgique. En Australie Jean Hinchliffe, 15 ans a réussi à mobiliser plus de 15 000 jeunes australiens dès le 30 novembre dernier. Alexandria Villaseñor, n'a que 13 ans et a été profondément choquée par les terribles incendies qui ont ravagé la Californie en novembre dernier. Depuis le 14 décembre dernier, elle se pose avec une pancarte appelant à la grève scolaire pour le climat tous les vendredis devant l'entrée visiteur du siège de l'ONU à New York. ●

pour le climat

Changer le monde ou changer ses habitudes ?

Loin d'être un rassemblement de rêveurs, la mobilisation du 15 mars a fait la démonstration d'une très grande compréhension des enjeux par les jeunes en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Alors que les slogans appelant à un changement radical et révolutionnaire du modèle économique dominaient les cortèges, on trouvait également en parallèle des appels à des changements de comportements individuels. Une dualité de revendication pas nécessairement antagoniste mais qui révèle une diversité d'approches. Alors qu'un changement radical du « système » appelle à un engagement collectif en vue d'un processus révolutionnaire, les chan-

Les programmes scolaires ignorent le réchauffement climatique

Une des remarques qui revenaient le plus dans les cortèges français des jeunes mobilisés le 15 mars était l'absence d'un traitement suffisant du réchauffement climatique dans les contenus de leurs cours. De par les concepts à mobiliser pour expliquer le phénomène de manière complète, un traitement pluridisciplinaire est nécessaire. Les nouveaux programmes actuellement en discussion suite à la réforme du bac semblent pourtant une fois de plus faire l'impasse dessus.

Le sujet est quasiment absent des programmes au collège et ne fait une apparition au lycée que sur la seule classe de Terminale. Dans l'enseignement supérieur, l'autonomie des



établissements conduit à ce que la question soit abordée ou non selon les volontés locales.

Au gouvernement, on entend sans comprendre

La première manifestation d'étudiants contre le changement climatique le 15 février dernier avait échoué devant le ministère de l'écologie et s'était curieusement terminée sur une prise de parole de la Secrétaire d'État à l'environnement, Brune Poirson. Une façon habile pour le gouvernement de se faire passer du côté des manifestants. Le 15 mars pourtant les slogans n'épargnaient pas Macron et son gouvernement accusés d'inaction mais également de trahison. Le jour même la majorité présidentielle votait le report de l'interdiction de production de trois pesticides particulièrement polluants. Le gouvernement est sur la question sur la défensive depuis le fracassant départ du ministre de l'environnement Nicolas Hulot. Ce dernier

avait considéré que le Président et le gouvernement allaient de renoncement en renoncement en matière environnementale.

Face à la mobilisation du 15 mars, le ministre de l'éducation nationale avait tenté de reprendre la main en annonçant la tenue de débat sur la question dans les lycées, de 16h à 18h. Une invitation tombée à l'eau, nombre de lycéens préférant prendre la rue pour faire entendre leur voix et montrer au gouvernement leur détermination à faire mettre en place une réelle politique de lutte contre le réchauffement climatique. ●



gements d'habitudes appelés par certains manifestants relèvent presque d'une nouvelle morale. Il paraît cependant vain d'opposer les deux. L'urgence d'une action radicale et rapide face au réchauffement climatique impose d'intervenir sur tous les plans.

Si le capitalisme et sa recherche du profit est absolument incapable de surmonter ses contradictions face à son impact destructeur sur la planète, on observe également que le mode de vie consumériste qu'il n'est pas soutenable. Cette double nécessité d'un changement du système et des habitudes était finalement bien saisie par les dizaines de milliers de jeunes qui ont manifesté en France le vendredi 15 mars.

Les jeunes des pays les plus pauvres, les plus menacés et les moins mobilisés

Souvent qualifiée de mobilisation mondiale, le 15 mars n'a pas atteint tous les pays. La prise de conscience de la lutte contre le réchauffement climatique est pour l'instant un « luxe » des jeunes des pays les plus économiquement développés. Les mobilisations les plus importantes étaient concentrées dans les pays d'Europe de l'Ouest et anglo-saxons. À l'inverse sur le sous-continent indien, en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, les mobilisations ont été faibles ou inexistantes. Pourtant certaines de ces zones seront les plus impactées par le réchauffement climatique. Malgré l'élan populaire constaté lors de cette journée, il faut toutefois reconnaître que la lutte contre le réchauffement climatique nécessite en premier lieu de disposer d'un certain confort matériel et aussi d'une certaine liberté politique. La lutte contre le réchauffement climatique ne peut donc être que mener parallèlement à une lutte pour la justice sociale.

LES CHIFFRES DE LA JOURNÉE DU 15 MARS

DANS LE MONDE

125
pays dans l'action

Plus de
2000
manifestations
1,6
million de jeunes grévistes

EN FRANCE

Plus de
200
manifestations
168 000
jeunes dans les cortèges



PRUD'HOMMES

Le ministère de la Justice à la rescousse du barème d'indemnité pour licenciement abusif

Nous sommes actuellement à sept décisions de Conseils de Prud'homme rejetant l'application des barèmes d'indemnité contre trois décisions les appliquant. On ne rappellera jamais assez qu'il s'agit d'une indemnité pour licenciement illégal. C'est donc une diminution de la réparation du préjudice causé au salarié par l'employeur qui a commis une faute. C'est donc un véritable camouflet pour le gouvernement, le ministère de la Justice a réagi avec une circulaire à destination des magistrats des Cours d'Appel afin que celles-ci infirment les jugements qui rejettent l'application des barèmes. Pour ce faire, le ministère invoque deux décisions : l'une du Conseil constitutionnel et l'autre du

Conseil d'État qui écarteraient « explicitement » les arguments développés par les Conseils de Prud'homme. Cependant les juges prud'homaux se sont fondés sur des traités internationaux, et non sur la Constitution, pour rejeter l'application des barèmes. Concernant l'arrêt du Conseil d'État du 7 décembre 2017, il s'agissait d'une saisine en référé (une procédure d'urgence). Cet arrêt considère simplement qu'il n'y avait pas de caractère urgent sans s'avancer sur le reste. On attend donc la décision au fond du Conseil d'État mais aussi que des premiers arrêts d'appel soient rendus. En attendant le rapport de force grandit du côté des opposants aux ordonnances. ●

FÉMINISME

Égalité salariale

Le ministère, qui a confiance dans la vertu des entreprises, publie un tableur Excel afin de mesurer leur niveau de respect de l'égalité salariale. Les entreprises auront ainsi à renseigner cinq indicateurs : l'écart de rémunération femmes-hommes, l'écart de répartition des augmentations individuelles, l'écart de répartition des promotions (uniquement dans les entreprises de plus de 250 salariés), le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité et le nombre de personnes du sexe sous-représenté parmi les dix plus hautes rémunérations. La moitié des 1460 entreprises concernées par l'obligation de publicité des informations contenues dans cet index ont, pour l'instant, répondu. 118 entreprises sont

en alerte rouge, c'est-à-dire ont une note inférieure à 75 sur 100 comme, et 210 sont dans l'illégalité concernant l'augmentation des femmes en retour de congé maternité. La moitié des entreprises comptent moins de 2 femmes dans les plus 10 hautes rémunérations de l'entreprise. Le Gouvernement affiche pourtant une certaine satisfaction face à ces résultats. Les entreprises qui réunissent moins de 75 points sur 100 doivent mettre en place des mesures de correction pour atteindre ce score d'ici trois ans. L'égalité n'est visiblement pas urgente. Pénalités et augmentation des contrôles de l'inspection du travail sont normalement prévues, pas certains que le ministère se donne les moyens de les mettre réellement en place. ●

TRAVAIL INDÉPENDANT

Le gouvernement à la rescousse des plateformes numériques

Le gouvernement cherche à introduire dans la loi d'orientation des mobilités (LOM) un article qui empêcherait la requalification en contrat de travail des contrats de prestations des travailleurs des plateformes numériques. Cet article 20 est toutefois un copier-coller d'un autre article présent dans la loi Pacte et censuré par le

Conseil constitutionnel ! Il faut dire que pour le gouvernement il y a urgence, toujours prompt à défendre le grand patronat, ce dernier est confronté à une série de jugement de reconnaissance du statut de salariés à des travailleurs des plateformes. Une jurisprudence qui met à mal leur modèle économique. ●



RETRAITE

Réforme des retraites, des pensions en baisse de 30%

La réforme des retraites se prépare dans le plus grand secret au gouvernement. Malgré de nombreuses rencontres entre le haut-commissaire à la réforme des retraites et les organisations syndicales peu d'infos ont été transmises à ces dernières. Si l'âge légal ne devrait pas bouger, le système devrait changer pour passer d'un système à prestation définie (c'est-à-dire où la pension est fixée et ne peut normalement pas baisser) à un système par point, où la valeur de ce point varie et donc le montant des pensions n'est plus garanti. De plus les règles de calcul s'en trou-

veraient modifiées occasionnant d'importantes pertes sur le montant des pensions. Une perte calculée par la CGT à 30 % en moyenne en prenant les différents éléments communiqués par le gouvernement. La centrale syndicale exige à l'inverse le retour de la retraite à 60 ans avec des pensions à au moins 75 % du revenu d'activité. La CGT met notamment en avant un taux d'activité faible des plus de 60 ans et le constat que le recul de l'âge moyen de la retraite s'est traduit par une hausse du chômage des seniors pour étayer ses revendications. ●

LYCÉES

Face aux réformes, le MJCF avance ses propositions

Depuis plus d'un an, Macron et son gouvernement ont enchaîné les réformes sur l'éducation : Parcoursup, réformes du bac, réformes de l'apprentissage, écoles de la confiance, etc. Toutes ces réformes répondent à

un même projet politique, celui de l'individualisation des parcours et de la mise en concurrence généralisée entre les élèves, les étudiants et les établissements. Toutes ces réformes ont été adoptées dans un contexte de politique austéritaires

à l'encontre de l'ensemble des services publics notamment l'éducation. Ces politiques entraînent une dégradation de la qualité du service et un accroissement des inégalités sociales. L'éducation devient ainsi encore davantage un outil d'ampli-

fication des inégalités sociale au service de la classe dominante. Le Mouvement des jeunes communistes de France, met en avant ses propositions pour faire de l'éducation nationale le service public dont les jeunes ont besoin. ●



C'est quoi ? Calendrier Les formations Questions fréquentes Contact



Se connecter

20 DÉCEMBRE - 22 JANVIER
Découverte
des formations

22 JANVIER - 14 MARS INCLUS
Inscription et
formulation des vœux

15 MARS - 3 AVRIL INCLUS
Confirmation
des vœux

15 MAI - 19 JUILLET
Phase
d'admission

ⓘ Derniers jours pour confirmer vos vœux : n'hésitez pas à consulter nos conseils.

Vous avez jusqu'au 3 avril 23h59 (heure de Paris) pour compléter votre dossier (projet de formation motivé, ma préférence...) et confirmer vos vœux.

Je confirme ma liste de vœux finale



Je finalise mon dossier avec les éléments demandés par certaines formations

Nos conseils pour faire vos vœux

Accéder à mon dossier



Après mon conseil de classe, je vérifie que mes bulletins scolaires et ma fiche Avenir sont bien renseignés dans mon dossier

Chaque vœu que je formule fait l'objet d'une fiche Avenir comprenant les appréciations de mes professeurs et l'avis du chef d'établissement.



Je confirme ma liste de vœux finale

En savoir plus

ZOOM SUR

Parcoursup

Parcoursup a été mis en place en 2018 pour remplacer Admission Post Bac.

Le but de la réforme est de mettre en place une sélection au mérite entre le lycée et l'université.

Cette réforme a eu pour effet :

l'amplification des inégalités sociales. En effet, les statistiques montrent une forte corrélation entre le fait d'être sélectionné dans la filière de son choix et son origine sociale.

ZOOM SUR

La réforme du bac

Un des aspects de la réforme du bac général est la perte de la valeur nationale du diplôme du baccalauréat. En effet, une partie des évaluations pour le bac se fera dorénavant en contrôle continu. Ce qui aura pour conséquence

qu'il y aura autant de valeurs du bac que de lycées en France. Ainsi un bac obtenu au lycée Henri IV à Paris vaudra plus qu'un bac obtenu dans un lycée public de banlieue. A cette inégalité, s'ajoute celles des « spécialités », le remplacement des fi-

lières conduit à un lycée à la carte, ou toutes les combinaisons ne seront pas possibles partout, mais pourront être exigé dans les attendus des universités. Cette réforme alliée avec Parcoursup va faire des ravages et va amplifier encore plus une éducation à deux vitesses entre des établissements « d'élite » et les autres. ● **Léon Deffontaines**

Les propositions du MJCF

Face à ces réformes et aux politiques austéritaires le MJCF fait des propositions concrètes qui vont à rebours de ces politiques. Au-delà de la simple opposition aux réformes Le MJCF s'inscrit en positif avec un tout autre projet pour l'éducation.

Voici 4 propositions concrètes :

1. Pour lutter contre les inégalités liées à l'accès aux formations, le MJCF propose un accès à tous aux formations publiques sans autres conditions que les diplômes requis.
2. La gratuité réelle de l'éducation alors que les frais de matériels scolaires peuvent s'élever à plus de 1000 € dans certaines filières notamment professionnelles. C'est frais renforcent l'inégalité d'accès à l'enseignement. Le MJCF revendique que la gratuité des formations et cela passe notamment par le fait que le matériel scolaire doit être fourni.
3. Aujourd'hui il n'existe quasiment plus de professionnels

pour accompagner les jeunes dans leur orientation ce qui renforce les inégalités en fonction de l'origine sociale, du genre, etc. Le MJCF revendique la création d'un réel service public de l'orientation doté de moyens à hauteur des besoins et qui permette à chaque individu de construire son parcours scolaire en fonction de ses aspirations.

4. Aujourd'hui de trop nombreux jeunes sont obligés de quitter prématurément le système scolaire sans diplôme. Or statistiquement plus on est diplômé plus on est protégé du chômage sur le marché du travail. Le MJCF propose donc la création d'un droit au retour à la formation. ●



VIOLENCES POLICIÈRES

Des armes et un bilan

Les armes à main (tonfas, matraques, taser, gazeuses)

Le « bâton » classique a été remplacé par des bâtons de défense (tonfas), puis, plus récemment, certains corps de police (BAC, forces anti-émeutes) se sont équipés de matraques télescopiques plus facilement dissimulables. Des gazeuses à main peuvent être utilisées par les forces de l'ordre pour disperser une foule à courte portée. Elles contiennent le même

gaz que celui des grenades lacrymogènes.

Flash-Ball et LBD 40

Depuis 1995, les forces de l'ordre peuvent utiliser une arme « non-létale » qui propulse des balles de caoutchouc de 44 mm à grande vitesse : le Flash-Ball, son successeur est le LBD pour lanceur de balle de défense. Ils propulsent des projectiles de caoutchouc combinés à du plastique dur de calibre 40 mm à une vitesse de 92 m/s. Cette arme a

causé un nombre important de mutilations diverses (yeux, mâchoire, fracture boîte crânienne) ainsi qu'au moins un décès (Mustapha Ziani décédé d'un tir de Flash-Ball au thorax à Marseille en 2010).

Les grenades et les lanceurs

Les grenades sont divisées en plusieurs catégories, les grenades lacrymogènes dites classiques (PLMP 7C et CM6 et MP7) qui sont tirées en cloche depuis les lanceurs ou lancées à la main et qui se divisent en l'air pour libérer des paquets de lacrymo. Il existe aussi les grenades lacrymogènes à effet sonore, les fameuses grenades lacrymogènes instantanées (GLI F4) qui produisent une forte détonation et libèrent un nuage de gaz CS. Ces grenades contiennent 25 g de Tolite (dérivé du TNT) et sont responsables du décès de Rémi Fraïsse en 2014. Enfin les grenades de désencerclement explosent en projetant des projectiles en caoutchouc ainsi que des éclats métalliques. Elles ont également causé de nombreuses blessures depuis leur introduction en 2004 dans l'arsenal répressif par Nicolas Sarkozy. ●

HOB

LOI ANTI-CASSEURS

De son vrai nom « loi visant à prévenir les violences lors des manifestations et à sanctionner leurs auteurs », la loi « anticasseurs » a été adoptée le 12 mars et initialement portée par les sénateurs LR avant d'être défendu par le gouvernement. Le texte prévoit qu'un préfet, puisse prononcer une interdiction administrative de manifester envers une personne pour une durée maximale d'un mois et sur tout le territoire français. La loi crée un délit de dissimulation du visage ainsi que de la possibilité pour les forces de l'ordre de procéder à des fouilles en amont de la manifestation. Le défenseur des droits estime que l'interdiction de manifester ne respecte pas nos principes constitutionnels. Face aux critiques le président a demandé l'avis du Conseil constitutionnel qui a censuré l'article 3 qui prévoyait l'interdiction administrative de manifester. ●

BON À SAVOIR

Bilan des blessés durant la mobilisation

Depuis le 17 novembre, le ministère de l'intérieur recense 2200 blessés chez les manifestants et 1500 du côté des forces de l'ordre. D'après un bilan fait par Mediapart, 234 blessures à la tête, 23 éborgnés et 5 mains arrachées ont été recensés. On peut y ajouter une morte, Zineb Redouane, 80 ans, a reçu une grenade lacrymogène en plein visage alors qu'elle essayait de fermer ses volets au 4^e étage de son appartement à Marseille. Elle est décédée au bloc opératoire le 2 décembre des suites de ses blessures. Le 28 janvier Emmanuel Macron notait pourtant que sur les 11 décès liés au mouvement des gilets jaunes « aucun d'entre eux, aucun, n'a été la victime des forces de l'ordre ».

SEXISME

Au cinéma, les femmes peinent à prendre l'affiche



Captain Marvel illustre parfaitement la difficulté d'introduire un personnage féminin dans l'univers du cinéma même si le film pouvait espérer bénéficier du succès de l'accueil fait à *Wonder Woman* de l'autre grande franchise de superhéros, DC. Si avec la saga *Avengers*, Marvel mettait en scène quelques femmes en super-héroïne, c'est la première fois que les studios font un film dédié uniquement à un personnage féminin. La démarche même du film a suscité chez certaines personnes une indignation, allant même à l'appel au boycott. Il a été notamment reproché au personnage d'être une femme, alors même que pas moins de 7 personnages se sont partagé le titre de Captain Marvel depuis que Marvel (l'éditeur) en a les droits, dont 3 femmes.

BON À SAVOIR

Un test pour mesurer la place des femmes dans les films

Le test de Bechdel. Ce test repose sur trois critères auxquels les œuvres de fictions sont soumises :

- Il y a plus de deux personnages féminins (ou plus) explicitement nommés
- Ces deux personnages parlent ensemble
- Ces deux personnages parlent ensemble d'un autre sujet que d'un homme

Ce test n'est qu'un indicateur, il ne permet pas de juger si un film est sexiste ou non mais montre bien la sous-représentation des personnages féminins.

La sortie du film *Captain Marvel* aurait dû être l'occasion après *Black Panther* l'année dernière d'apporter un peu plus de diversité à un monde de superhéros très uniforme. Voir une femme en superhéroïne n'a cependant pas plu à tout le monde. L'occasion de faire un petit tour d'horizon du sexisme dans la pop culture en prenant l'exemple du cinéma.

La sortie du film a été l'occasion de nombreux reproches à l'actrice. Sur les réseaux sociaux, Brie Larson est critiquée car elle ne souriait pas assez et ne correspondait pas aux codes féminins auxquels elle devrait répondre. Son personnage n'aurait pas dû être féminin et l'actrice n'est pas suffisamment féminine ! Bien sûr, cette critique ne serait jamais émise à l'encontre de Robert Downey Jr (*Iron Man*) ou Chris Evan (*Captain America*) dont le genre des personnages n'a jamais été remis en cause. Alors que les superhéros sont largement sortis de leur marché de niche masculin, pour certains les femmes n'y ont toujours pas leur place, une situation pas isolée.

Depuis 1963, de nombreux acteurs se sont succédé pour interpréter le personnage mythique de Dr Who, en 2017 la production confie le rôle du Docteur à Jodie Whittaker. Si cette décision est plutôt saluée, elle est aussi très controversée chez les plus conservateurs pour qui il est impensable de voir ce personnage joué par une femme. L'un des anciens acteurs jouant le Docteur s'est même dit déçu jugeant que ce serait une perte de modèle pour les garçons.



Inversement, certains personnages doivent d'être féminin l'exemple le plus frappant est la « James Bond Girl » qu'on pourrait donc traduire par la femme de James Bond. Ici, on peut voir la propension des scénaristes à écrire des personnages féminins toujours au service de l'homme, véhiculant ainsi une image extrêmement réductrice. La « James Bond Girl » est un personnage entièrement au service du personnage masculin. La femme est exclusivement définie de par sa relation avec l'homme, et ne pourrait pas exister sans lui.

On remarque également que les films ont tendance à ne comporter qu'un seul personnage féminin. Katha Pollitt, en 1991 désigne ceci comme « le syndrome de la Schtroumpfette ».

Dans les premiers *Avengers*, le seul personnage féminin était celui de la Veuve Noir, dans *Ocean's Eleven* Tess Ocean (Julia Roberts) est la seule femme parmi une bande

d'hommes, de même dans *Les 4 fantastiques* avec la femme invisible. Les exemples de films ne manquent donc pas, et on peut même voir, comme c'est le cas dans les *Schtroumpf* que le personnage féminin est complètement sous-exploité et seulement désigné par son genre.

Il est important de relever le manque de réalisatrices à Hollywood, parmi les 250 principaux films hollywoodiens, 8 % sont réalisés par des femmes en 2018 contre 11 % en 2017. Le cinéma, on le sait, est un milieu extrêmement masculin, et il est donc difficile pour les réalisatrices d'être prises au sérieux par leurs homologues masculins. Les agressions sexuelles et viols que les femmes subissent dans le milieu du cinéma entretiennent ces schémas patriarcaux et de domination. Difficile donc de faire financer son film sur un personnage féminin quand tout l'environnement est construit contre. ●

Lola Sudreau



FOOTBALL

Coupe du monde féminine de football 2019, Quelle équipe de France pour le Mondial ?

Corinne Diacre, ancienne internationale française, qui compte à son actif 121 sélections en équipe de France entre mars 1993 et juin 2005, est nommée sélectionneuse des bleues en 2017, pour 4 ans. Il s'agit de la première femme à avoir obtenu un diplôme d'entraîneur professionnel, elle est également la première femme coach d'une équipe masculine professionnelle (L2 Clermont).

Les bleues enchaînent les matchs amicaux, en préparation du mondial. Pour la capitaine, Amandine Henry, l'une des meilleures joueuses mondiales, « *En tant que joueuse, on ne calcule pas si c'est un match amical ou de compétition, on se donne à 200 %. Si on ne le fait pas, on ne travaille pas bien* ». Mais après un an sans échec en amical, la France s'est inclinée

face à l'Allemagne (0-1) sur la pelouse du stade de Laval, 2e au classement mondial, le 28 février dernier, un match utile pour mieux préparer la suite, on a retrouvé les bleues plus que déterminées face à l'Uruguay (6-0) début mars. Les 23 n'ont pas encore été dévoilées par Diacre, mais la toute dernière composition d'équipe pour les derniers matchs amicaux d'avril (France/Japon et



Corinne Diacre

France/Danemark), juste avant le mondial a suscité la surprise avec l'absence de l'attaquante Marie-Antoinette Katoto et le grand retour de Kheira Hamraoui en milieu de terrain et d'Emelyne Laurent. Eugénie Le Sommer, attaquante à l'OL, blessée et absente face à l'Allemagne, fait également son retour. Pour Diacre, au sujet du mondial :

« *Il y a des choses qui se dessinent sur les 23 et le 11 de départ, mais on a plusieurs options* ». On attend avec impatience l'annonce de la composition d'équipe, cette sélection en amical serait-elle un premier indice ? ●

Composition des matchs amicaux France/Japon et France/Danemark



LE PALMARÈS DES BLEUES

L'équipe de France est aujourd'hui 3e au classement de la FIFA, derrière l'Allemagne et les USA. Ce classement est mis en place depuis juillet 2003 et est mis à jour tous les trois mois.

CLASST	EQUIL	TOT.	PTS.PREC.	+	POS
1	USA	2101	2123	0	
2	GER	2072	2057	0	
3	ENG	2049	2021	1	
4	FRA	2043	2046	-1	
5	CAN	2006	2006	0	
6	AUS	2003	1999	0	
7	JPN	1991	1984	1	
8	NED	1967	1987	-1	
9	SWE	1962	1976	0	
10	BRA	1944	1964	0	
11	PRK	1940	1938	0	
12	NOR	1915	1902	1	
13	ESP	1913	1920	-1	
14	KOR	1883	1880	0	
15	ITA	1868	1859	1	
16	CHN	1866	1871	-1	
17	DEN	1840	1842	0	
18	SUI	1828	1832	0	
19	NZL	1815	1819	0	
20	SCO	1812	1810	0	
20	BEL	1812	1803	1	

Entre 2007 et 2012 elle oscille entre la 7^e et la 10^e place du classement mondial et est dans le top 5 européen, c'est depuis 2014 que la France passe 3^e mondiale, descend du podium en 2017 pour finir à la 6^e avant d'entamer une remontée en flèche en juin 2018. Elle est arrivée 4^e aux JO d'été 2012, 4^e à la Coupe du monde de 2011. Elle atteint les quarts de finale aux championnats d'Europe (2009, 2013 et 2017) avant de se faire éliminer de la compétition, remporte le tournoi de chypre en 2012 et 2014, et la SheBelieves Cup en 2017, en 2018 elle obtient la 3^e place de tournoi. ●

8 éditions officielles de la Coupe du monde de football féminin

La France accueille pour la première fois la Coupe du monde féminine de football depuis son organisation officielle par la FIFA en 1991. Le coup d'envoi de la 8^e édition, c'est le 7 juin prochain à Paris, l'équipe de France, 3^e mondiale au classement, affronte la Corée du Sud pour la poule A. Même si le football dit féminin existe depuis le début du XX^e siècle, la pratique féminine n'a été reconnue officiellement en France, en Allemagne et en Angleterre qu'en 1971. Il faut attendre 1982 pour que l'UEFA organise des tournois Européens, 1991 pour que la Coupe du monde féminine de football soit organisée par la FIFA, 1998 pour que la France ouvre un pôle de formation pour les femmes à Clairefontaine et 2003 pour qu'elle dépasse les phases éliminatoires et prenne part aux phases finales du mondial lors de sa quatrième édition. Bien que la France n'ait pas encore d'étoile officielle sur son maillot, elle avait remporté le titre en 1978 en arrivant ex aequo avec la Finlande.

coupe du monde des luttes féministes

SEXISME

La coupe du monde des inégalités

« Une olympiade femelle serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte », Pierre de Coubertin, 1912, Jeux Olympiques de Stockholm. Ces propos profondément misogynes prononcés par le président du Comité international olympique ont beau avoir un siècle, la Coupe du monde officielle organisée par la FIFA n'existe que depuis un peu moins d'une trentaine d'années.

Le Football reste un univers où les discriminations envers les femmes y sont d'autant plus absurdes que dans le reste de la société. Les femmes luttent pour se faire une place sur le terrain en tant que joueuse, entraîneuse, ou arbitre, dans les coulisses en tant que commentatrice sportif ou journaliste, elles sont aussi confrontées à un plafond de verre permanent dans l'accès aux responsabilités, à une absence de statut professionnel pour les joueuses, à un écart de salaire entre les hommes et les femmes exorbitant, des moyens très faibles, un manque de prise au sérieux de ce qu'elles font.

Depuis 2015, que ce soit au Niger, aux États-Unis, au Danemark, en Irlande, en Australie, les joueuses des

équipes nationales se mobilisent afin d'obtenir les mêmes conditions de travail et le même salaire que les hommes. En 2016, les Américaines ont lancé une procédure en justice contre la fédération de football pour inégalités salariales, ont adopté une stratégie de négociations quotidiennes sur le long terme avec leur fédération et ont présenté des revendications communes. L'équipe masculine américaine est très basse dans le classement mondial alors que l'équipe féminine a remporté la Coupe du monde de 2015 et est première au classement, ces inégalités ne s'expliquent donc pas par le palmarès. En avril 2017, un accord salarial jusqu'en 2021 a été obtenu avec la fédération US. Début octobre 2017



les Norvégiennes se mobilisent et obtiennent de gagner autant que les hommes, suivies par les Danoises qui se mettent en grève et refusent de jouer un match de qualification au mondial 2019 face à la Suède et obtiennent après un mois, un accord salarial temporaire. Les joueuses d'EA Guingamp se sont également mises en grève en février 2018 afin de protester contre leurs conditions salariales, d'entraînement et le traitement médiatique au sujet de leur sport. Les matchs toutes ligues confondues sont beaucoup moins suivis que ceux

des hommes, dans les stades où à la TV. Des équipes nationales féminines jouent dans des stades moins remplis de supporters ou supportrices qu'un match de division régionale pour les hommes et bien que 48 % des pratiquant.e.s sportives sont des femmes, 85 % de la couverture médiatique va aux hommes, c'est d'autant plus vrai pour le foot.

Concernant l'organisation de la Coupe du monde 2019, aucune fan zone ne semble encore prévue alors que le premier match se jouera à guichets fermés. Les joueuses n'auront pas de camp de base contrairement à la coupe de monde de foot masculine où les équipes ont un centre d'entraînement et rejoignent le stade en bus, là 37 terrains seront mis à disposition sur tout le territoire pour l'entraînement, une petite avancée par rapport à 2015 où 3 équipes se partageaient le même stade au Canada. L'affiche officielle de la Coupe du monde féminine de football de 2019, est parue le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, continuons de lutter pour l'émancipation des femmes à tous les niveaux, le sport en fait partie ! ●

Jeanne PCH

Équipes et composition des poules

Pour cette 8^e édition 24 équipes se sont qualifiées et sont réparties en 6 poules.

Poule A	Poule B	Poule C	Poule D	Poule E	Poule F
<ul style="list-style-type: none"> • France • Corée du Nord • Norvège • Nigeria 	<ul style="list-style-type: none"> • Allemagne • Chine • Espagne • Afrique du Sud 	<ul style="list-style-type: none"> • Australie • Italie • Brésil • Jamaïque 	<ul style="list-style-type: none"> • Angleterre • Écosse • Argentine • Japon 	<ul style="list-style-type: none"> • Canada • Cameroun • Nouvelle-Zélande • Pays Bas 	<ul style="list-style-type: none"> • États-Unis • Thaïlande • Chili • Suède

Dans la poule A, la France affronte la Corée du Sud, 14^e au classement de la FIFA. Une équipe qui met la pression à ses adversaires en adoptant la stratégie de la possession :

elle garde le ballon et fatigue l'équipe adverse. La Norvège quant à elle, 13^e au classement, est la grande vainqueur de la compétition en 1995 et après 10 confrontations au total avec la France,

on est à 3 victoires de chaque côté et quatre nuls. Les Norvégiennes comptent à leur actif 35 matchs dans la compétition, contre 22 pour les Nigériennes, 14 pour les Françaises

et 7 pour les Sud-Coréennes. Une phase de poule complexe pour les bleues, on espère aller le plus loin possible, le match attendu et redouté étant France/Norvège. ●

**Ici, nous
construisons 50 %
de logements
sociaux dans les
programmes neufs.
Nous défendons le
droit au logement.**

Tandis que 22 des 36 villes des Hauts-de-Seine,
ne respectent toujours pas le taux minimum
de 25 % de logements sociaux.

**L'audace
d'une ville populaire**

VILLE DE
Gennevilliers